

VIENT DE PARAITRE :

## La Véritable Révolution Sociale

par Sébastien FAURE, L. BARBEDETTE,  
Victor MERIC et VOLINE.

- I. **La Révolution Sociale**, « Ce qu'elle doit être, ce qu'elle sera », Sébastien Faure.
- II. **De l'Antiquité à la Révolution Française**, L. Barbedette.
- III. **La Révolution Française**, Victor Méric.
- IV. **La Révolution Russe**, par Voline.
- V. **Pour conclure**, Sébastien Faure.

A l'heure où tout donne à prévoir que le milieu social de domination et d'exploitation menace ruine, il est d'importance capitale de préciser ce qu'il faudra faire et ce qu'il ne faudra pas faire, pour que, de la prochaine tourmente révolutionnaire, sorte — enfin ! — une humanité réellement nouvelle, évoluant au sein d'une organisation sociale totalement transformée.

Ce sont ces précisions que le lecteur trouvera dans ce volume.

C'est pourquoi doivent le lire très attentivement toutes les personnes que ce problème de palpitant intérêt et de brûlante actualité intéresse.

Un beau volume de 240 pages, texte serré.

Prix : 12 francs.

Franco, Recommandé : 12 fr. 75.

Librairie Pécot, 35, rue Charlot, Paris-3<sup>e</sup>.

Imp. Bidault, 39, rue de Bretagne, Paris **Le Gérant: TOUTAN.**

N° 173

MAI 1937

## LA BROCHURE MENSUELLE

PARAIT LE 15 DE CHAQUE MOIS

Rédaction et Administration : BIDAULT, 39, Rue de Bretagne, Paris-3<sup>e</sup>  
Tél. Archives 65-24 Compte Chèques Postaux 239-02

**ABONNEMENT ANNUEL : 12 fr.**

Gabriel GOBRON

## Jean Peuple bâtit la Cité

LES PRINCIPES  
DE LA NOUVELLE ÉCONOMIE SOCIALE  
A BASE DISTRIBUTIVE  
DEVRA-T-ELLE ADOPTER  
LA FORME ÉTATISTE  
OU LA FORME FÉDÉRALISTE ?

Au Lecteur,

*Nous estimons que la diffusion des principes libertaires, que le libre examen et la juste critique de ce qui est autour de nous ne peuvent que favoriser le développement intégral de ceux qui nous liront.*

*Montrer combien l'autorité est irrationnelle et immorale, la combattre sous toutes ses formes, lutter contre les préjugés, faire penser. Permettre aux hommes de s'affranchir eux-mêmes d'abord, des autres ensuite ; faire que ceux qui s'ignorent naissent à nouveau, préparer pour tous, ce qui est déjà possible pour les quelques-uns que nous sommes, une société harmonieuse d'hommes conscients, prélude d'un monde de liberté et d'amour.*

*Voilà notre œuvre ; elle sera l'œuvre de tous si tous veulent, animés de l'esprit de vérité et de justice, marcher à la conquête d'un meilleur devenir.*

Camarades, aidez-nous, en souscrivant de nombreux abonnements à « *La Brochure Mensuelle* ».

Pour la France : un an, 12 francs ; six mois, 6 francs, donnant droit à 5 ou 10 brochures par mois.

Abonnement d'essai : un exemplaire chaque mois, 3 fr. 50.

ABONNEMENT EXTÉRIEUR, tarif postal réduit : 1 exemplaire chaque mois 4.50, 2 exemplaires 6.75. — Nations sans accord postal : 1 exemplaire chaque mois 6.00, 2 ex. 8.50.

Pour les envois de fonds, utilisez toujours le chèque postal : *Bidault-Paris*, 239-02, c'est le moins cher, le plus certain.

**JEAN PEUPLE BATIT LA CITÉ<sup>(1)</sup>**

Tel est le problème qui préoccupe de plus en plus les hommes qui pensent et qui pensent surtout au vieux monde qui s'écroule, au monde nouveau qui point, et dont les « signes du temps » annoncent la naissance prochaine. Nous vivons, en effet, une époque de transition, extrêmement belle et intéressante pour l'observateur et le sage, et dont l'inattendu, la cocasserie, la barbarie même, trahissent au fond une immense aspiration des hommes vers un véritable Christianisme, vers un Spiritualisme élevé, une Fraternité Idéale. Car l'Humanité a faim, et pas seulement de pain, mais de Justice ! Je serais tenté même d'écrire : de Religion, ce mot étant naturellement pris dans son acception la plus noble.

Nombreux ont été déjà, nombreux seront encore, c'est certain, les faiseurs de systèmes, les bâtisseurs de plans, les marchands d'orviétan et de panacée « universelle » ! J'avais hier encore un profond mépris pour tant de vaniteux médiocres qui, seuls, veulent tout guérir. Je me confesse, je reconnais que j'ai péché : Il faut lancer dans la circulation des idées, si l'on veut qu'elles mûrissent, si l'on veut que les constructions matérielles du monde nouveau s'édifient demain pour les générations qui montent. Les intellectuels — malgré la trahison de tant de clercs — peuvent aider les paysans et les ouvriers et les classes moyennes à édifier la Cité Future, celle où il y aura, je le répète, plus de spiritualité, c'est-à-dire plus de justice et plus de liberté. Me voici donc architecte de la cité de demain !

A la vérité, médiocre architecte ! Je ne suis pas, en effet, un technicien, mais plutôt un mystique ! Mais ce qui fait ma force et ma joie, c'est l'obscurité de mon sujet !

(1) Fidèles à l'Eclectisme qui a toujours dirigé notre propagande nous publions cette brochure qui nous semble apporter une excellente documentation sur un sujet des plus passionnant : l'édification de la Cité future. Néanmoins nous croyons utile de formuler quelques réserves en ce qui concerne les quelques idées spiritualistes émises par l'auteur.

Tous ceux qui ont traité ce sujet de l'économie sociale à base distributive, avouent honnêtement qu'ils n'ont fait que l'esquisser, qu'ils ont laissé subsister des lacunes, des incertitudes, des obscurités. La plupart même ont loyalement prévu que l'expérimentation nouvelle sur les cobayes humains, devra compter avec des réactions psychologiques vigoureuses, — surtout en France, — que de larges marges devront être aménagées pour la liquidation de faits économiques surannés, pour la gestation lente et douloureuse de phénomènes nouveaux, pour l'accouchement ou la parturition d'événements si gros d'avenir qu'on pourra soulever chaque fois son chapeau et saluer les révolutions de structure et d'essence qui passeront. D'autres enfin, non contents d'aménager pour l'assimilation de ces transformations économiques profondes de nombreuses et larges marges, ont prévu des périodes transitoires, des époques d'adaptation pour passer d'une économie à une autre. C'est assez dire qu'il n'entre aucun esprit d'autorité ni de dogme, dans ces généralités, contrôlées seulement par un peu de bon sens, et soumises aux nécessités de l'empirisme pour se réformer, chemin faisant, s'amender, se détruire même lorsque nous serons visiblement embouteillés dans une impasse.

Bien que ces généralités n'aient absolument rien de définitif, bien qu'elles ne soient constituées, en somme, que de suggestions assez vagues et assez élastiques, l'esprit n'en demeure pas moins blasphématoire et révolutionnaire. Elles sont dressées, en effet, contre les Sacrées Majestés de l'Ordre, c'est-à-dire contre cette clique internationale des privilégiés, des profits, des coalitions d'intérêts, qui trouvent partout des employés pour défendre sa mauvaise cause: Esprit « Sénateur »; *Combinazioni* de politiciens professionnels qui s'accrochent même aux basques des banquiers ou sont fort sensibles aux louanges de la presse d'argent; plumitifs prostitués aux trusts, conférenciers rétribués des grandes associations nationales; avocats-conseils du Comité des Forges, du Comité des Houillères, de la Banque des Mines, des Compagnies d'Assurances, etc... Un tel esprit ne peut faire l'affaire de ces flibustiers et de ces pirates qui entendent sauvegarder les droits sacro-saints de la

Propriété, celle qu'ils ont volée aux autres, si j'en crois les affirmations catégoriques des très respectables Pères de l'Eglise: Saint Basile, Saint Jean-Chrysostôme, Saint Jérôme, Saint Ambroise, Saint Clément, etc., dont Proudhon n'a fait que répéter les déclarations solennelles en un raccourci saisissant.

La propriété, c'est le vol ! Il y a pourtant une exagération certaine en ce propos ! La petite propriété est, en effet, presque toujours fondée sur le travail. La grande propriété, trop souvent, hélas ! n'est fondée que sur le travail des autres : Esclaves, serfs, prolétaires, sur le détournement, sur la spéculation, sur le jeu, sur le vol enfin. Il n'est que de relire dans *Regards* (28 janvier, 4 février, etc.) la série d'accusations portées contre le trust du fer par un homme trop bien renseigné : M. Ular, mort mystérieusement, pour comprendre le mot terrible de M. Poincaré contre l'Allemagne : « **L'Etat Allemand n'est pas libre...** » ; ce que M. Mussolini a transféré sur notre plan en répondant à un journaliste français : « De la Démocratie, vous n'avez que l'illusion. »

Si vous doutiez de la validité de ces objections, en quoi, je vous le demande, le Comité des Houillères peut-il déclarer, par exemple, que le précieux charbon qu'il a si ingénieusement accaparé, est le fruit de son travail : N'est-ce pas, au contraire, une propriété nationale qui devrait être le bien de tous ? La nationalisation de certaines richesses peut seule détruire cette iniquité : **Une Ploutocratie internationale qui a faussé toutes les valeurs morales et spirituelles pour exploiter d'incommensurables réserves de richesses matérielles, au nom du Droit, de la Propriété, de l'Ordre, de la Religion, de la Patrie, etc. etc...** Les ploutocrates ont au bout des doigts la plume d'or des clercs si souvent disposés à trahir. Mais cette astuce satanique doit prendre fin, et un véritable Christianisme doit s'implanter, qui doit régenter la vie nouvelle à laquelle aspirent Spartacus et les victimes de l'infenale sarabande des accapareurs et des repus.

Que la grande propriété ait rendu et rende encore des services, ce n'est pas douteux ! Que le capitalisme ait eu son heure de vérité et de bienfaisance, ce n'est pas niabile !

Salut au Capitalisme qui a été utile hier ! Mais converti en coalition d'intérêts, en brigandage d'autant plus cruel qu'il s'exerce sous une forme anonyme, plus attaché aux œuvres de charité et à la distribution d'aumônes qu'à l'avènement de plus de justice parmi les hommes, hostile enfin à cette idée sublime que la propriété doit être envisagée comme un service social, honte et exécration à ce grand capitalisme d'aujourd'hui prêt à toutes les aventures pour sauver froidement les droits de la Caisse et de Mammon ! Mais on ne soulèvera le monde de demain qu'avec de la mystique ! Ne craignons pas les propos, ni les mouvements d'Eglises ! Il faut croire à quelque chose pour bouger quelque chose...

Et c'est pourquoi je fais volontiers miennes une partie des suggestions que le **Bulletin d'Informations** de Barcelone (15-12-36) prêtait à Pierre Besnard dans une radio-diffusion :

« **CONSTRUIRE ?** Cela signifie, qu'ayant prévu avant d'entreprendre et de réaliser, on est capable d'organiser la vie économique, administrative et sociale d'une collectivité par le jeu normal de toutes les forces librement associées, qui ont charge d'assurer la pérennité de l'ordre nouveau : la **main-d'œuvre**, la **technique** et la **science**, en donnant à celles-ci le maximum de rendement et d'efficacité.

« **CONSTRUIRE ?** Cela signifie : pousser aussi loin que possible les conquêtes immédiates de la Révolution ; marcher, sans autre arrêt et répit que le repos nécessaire, vers le progrès infini, en assurant la solidité des premières conquêtes ; parfaire chaque jour les rouages de la production, de la répartition et de distribution ; perfectionner sans arrêt et sans cesse, l'administration des choses pour donner à l'Homme et aux groupements le maximum de liberté et de bien-être ; développer constamment la vie sociale afin de satisfaire tous les besoins moraux et matériels des individus.

« **CONSTRUIRE ?** Cela signifie : établir une Société où l'Homme, seule réalité vivante, concrète et permanente, cellule constructive du Monde, reconquiert sa véritable place : **LA PREMIERE**. Cela veut dire établir enfin un

système pour l'Homme, un système qu'il dirigera et fera mouvoir ; un système qui ne pourra jamais l'écraser ; un système dont il sera le maître et non l'esclave ; un système dont il vivra au lieu d'être condamné par lui au sacrifice et à la mort ; un système qui lui assurera, sans contredit, sans conditions, la liberté la plus grande, dans le cadre d'une discipline librement consentie et d'une responsabilité totale.

« C'est pour réaliser une telle tâche que sont morts des hommes comme Ascaso et Durruti, mes chers amis ; que meurent chaque jour, hélas ! les meilleurs d'entre vous. Pour la mener à bien, vous pouvez compter sur le concours entier et sans réserves de tous vos camarades de l'A.I.T. Votre victoire, désormais certaine, sonnera le glas du fascisme en Europe et dans le Monde. Grâce à vous, le Monstre ne passera pas. J'en ai la conviction formelle.

« Camarades, en avant ! Tous les Travailleurs du monde sont à vos côtés. »

Finies donc ces petites réformes s'ajoutant à d'autres petites réformes comme les fausses perles d'un collier, finis ces petits politiciens remplaçant d'autres petits politiciens dans des aventures politiques sans gloire dont le monde est fatigué et dégoûté.

Il ne suffit même plus, comme disait Léon Blum, de « planter dans le chaos capitaliste des pilotis d'ordre socialiste ». Il faut que la démocratie fasse peau neuve.

Je m'adresse à des esprits trop curieux de toutes choses pour leur faire l'injure de supposer qu'ils sont ignorants de la nouvelle économie sociale à base distributive. Je me bornerai donc à un rappel de constatations et de faits, puisque M<sup>me</sup> de Sévigné s'écriant, en octobre 1673 : « Tout crève ici de blé et je n'ai pas un sol ! Je crie famine sur un tas de blé ! », souffrait déjà, tout compte fait, du même mal que nous : la Pauvreté dans la Richesse ! la Misère dans l'Abondance !

Pourtant ce que nous appelons « la crise » est un fait relativement nouveau, qui ne ressemble pas aux autres crises économiques que le monde a connues déjà à travers les siècles. Les crises précédentes étaient des phénomènes cycliques, alors que la grande épreuve mondiale qui désole

aujourd'hui l'humanité est une crise permanente, aussi longtemps que durera le système **capitaliste** de l'accaparement et du profit.

On a affirmé que la banqueroute du capitalisme a coûté, depuis 1929, plus d'argent à l'humanité que la guerre mondiale, et autant de victimes que celles qui sont tombées dans les charniers de Verdun, de la Prusse orientale et des Balkans.

Dans la seule Espagne, pays pauvre où il ne devrait pas y avoir place pour le privilège, 200.000 Espagnols sont chaque année victimes du paupérisme : Un directeur d'asile d'aliénés affirmait que des centaines de pauvres simulaient tous les ans la folie pour essayer de trouver enfin un abri et de quoi manger...

Le génie inventif de l'homme et le machinisme, tous deux exacerbés par la guerre ou l'esprit de guerre (autarchie), ont provoqué le chômage **technique**, qui n'a plus rien de temporaire, ni de saisonnier, mais qui affranchit les hommes de la servitude du travail et reçoit ainsi la consécration d'une institution durable.

Sans doute, sous Tibère, la plaie du chômage sévissait déjà (les historiens l'ont constaté et enregistré); sans doute, les marchands d'épices des Indes Néerlandaises détruisaient déjà une partie de leur récolte quand ils la jugeait surabondante. Rien de nouveau sous le soleil.

Mais la formidable technique moderne a déversé sur le monde une abondance himalayenne, mais installant le chômage en permanence, elle a créé la sous-consommation et la misère. Vous le savez tous. Je ne me créerais pas un succès facile avec l'exposé des prodiges que réalisent certaines machines ultra-modernes, avec les contrastes honteux de la destruction systématique d'indispensables denrées alimentaires et de la misère de multitudes humaines sous-alimentées, de la sensibilité extraordinaire d'un régime économique où les moindres petits poids jetés dans la balance en faveur des uns font monter pour les autres le plateau de la gêne et des charges aggravées, ce qui donne cette impression finale, si exaspérante, que l'on tourne en rond, que l'on est réduit à des improvisations stériles, à des cabrioles grotesques dans un cercle

vicieux, comme un bambin qui tournerait sur lui-même pour se mordre à l'oreille ou un chat qui courrait après sa queue sans réussir à l'attraper. Le problème de la revalorisation des traitements des serviteurs publics et des salaires conjugué avec celui de la hausse des prix font apparaître ce désolant spectacle de la course dans le cirque.

Le chômage technique a balayé les prétentions du **Droit au Travail**; c'est de **Droit à la Vie** qu'il nous faut parler, pour être, comme l'on dit en U.R.S.S., « dans la ligne ». Déjà les prix sociaux s'infiltraient dans l'économie et se substituent aux prix de revient. Déjà la volonté de **puissance** du « dirigisme » fasciste fait scandale avec la volonté de **bien-être** du « dirigisme » démocratique. Le nombre des chômeurs est égal à la population d'un continent comme celui de l'Afrique. A moins de croire à la possibilité de paralyser l'esprit inventif des hommes, à moins de croire à la possibilité de frapper la Science de stérilité totale, cette technique ira s'améliorant toujours, et le machinisme ira toujours s'intensifiant et se diversifiant à l'infini : Les machines les plus perfectionnées des uns obligeront les autres à faire appel à des machines encore plus ultra-modernes, sous peine de prendre rang parmi « les ancêtres ».

J'ai fait allusion, il y a un instant, à la servitude du travail. J'y reviens et j'insiste. C'est bien de servitude que je veux parler à propos du travail. Et cela est si vrai que tous les saints, tous les mystiques, toutes les religions, toutes les élites, tous les puissants, tous les heureux du monde, n'ont jamais eu de souci plus pressant que de réduire le temps de leur travail, et de se décharger de l'obligation du travail sur les esclaves, les serfs, les prolétaires, les subordonnés, les domestiques, etc... Cette immoralité de la hiérarchie, des fausses élites bourgeoises, je la dénonce et la vitupère comme une hypocrisie. La loi du moindre effort est ancrée dans la chair faible et l'esprit paresseux des hommes. C'est à cette loi du moindre effort que nous devons le Rêve et la Science, le Rêve qui nous fait entrevoir les Eldorados et les Paradis de fraîcheur et

d'oisiveté où les caresses des **houris** éternellement vierges seront un perpétuel enchantement, la Science qui, dans l'impossibilité d'atteindre à ces mirages, réalise les miracles qui nous permettent chaque jour d'échapper un peu plus à l'esclavage de la terre, à l'atroce vie matérielle dans laquelle notre esprit est englué. En faire le moins possible, comme le disent et le répètent les foules, qui n'oublient pas l'exemple des tribuns et des chefs. Toute la technique : levier, grue électrique, etc... est fille de la paresse, c'est-à-dire du Rêve et de la Science.

### PREMIÈRE OBJECTION :

J'ai prévu déjà votre objection : Vous parlez de la servitude du Travail, vous êtes peut-être vous-même acharné au travail ? Je ne me décernerai pas cet éloge, mais dans la nouvelle société plus spirituelle, plus libre, plus fraternelle, c'est du travail choisi, consenti, joyeux, **religieux**, que les hommes accompliront par **dévotion** et non plus par nécessité, menace ou contrainte. Il ne faut plus que la réalisation du plan quinquennal de l'U.R.S.S. puisse être attribué au Guépéou.

Ce travail **créateur, social, divin**, n'a, avec le dur labeur « pour notre pain quotidien », que nous impose l'esclavagisme capitaliste, que de lointains rapports. Je bénis donc le régime de l'abondance et le chômage technique qui, pour la première fois, instituent les loisirs des travailleurs et des pauvres, en attendant qu'ils donnent à tous plus de noblesse, en permettant à chacun de réveiller et de réaliser le Dieu qui vit ou sommeille en nous.

### DEUXIÈME OBJECTION :

J'ai prévu une autre de vos objections : Il y a les « expériences », grâce auxquelles on a cicatrisé les plaies de la crise. Il y a, nous dit-on, résorption du chômage, reprise des affaires, circulation accélérée des produits, réapparition de capitaux, diminution de la thésaurisation, regain de confiance, etc...

Je vous demanderai pardon de n'être pas d'accord avec vous sur l'optimisme des réalisateurs de ces expériences, en pays totalitaires et dictatoriaux comme en pays démocratiques où la monarchie d'affaires ne règne plus, mais

gouverne. Je suspecte, en effet, la probité de certaines statistiques, et plus encore la probité de ceux qui les claironnent matin et soir, fêtes et dimanches.

La **Rassegna di studi psichiatrici** (Sienne, 1936, p. 808) rappelait que, même sur le terrain scientifique, des statistiques, on fait ce que l'on veut ! Un économiste américain déclara à propos de « l'expérience Roosevelt » : Il y a « ce qu'on voit » et, hélas ! aussi « ce qu'on ne voit pas ! ». Nécessité du ballyhoo, disent les Américains : du bourrage de crâne.

Je n'ai aucune admiration pour des régimes où la crise est atténuée par la destruction systématique de matières indispensables à la vie humaine, ce qui consacre par la raréfaction et l'accaparement les privilèges et les profits d'une minorité de brigands, de pirates, et de filibustiers, aux dépens des foules dont le dénuement, la misère sont la contrepartie **nécessaire** (je dis bien : nécessaire) de la richesse fabuleuse et de la fortune étincelante des ploutocrates.

Je reproche à tout gouvernement qui, sous prétexte de maladie de la monnaie, pratique la « saignée » de l'instrument avarié, de n'avoir aucun mérite personnel au redressement qui s'opère immédiatement après : Chaque fois que l'on a écorné une monnaie, on a constaté, invariablement, indiscutablement, une reprise des affaires. Cette reprise, que je ne veux pas nier, repose sur un principe immoral et malsain : l'Escroquerie. Les Rois de France ont refait (au sens vulgaire du mot) les Français plus de 40 fois en mille ans, en écornant (je ne suis pas sûr qu'on ne disait pas déjà : en dévaluant) leur monnaie : On préférerait alors « saigner » la monnaie que de prélever l'impôt direct, on se procurait ainsi des ressources en se cachant, en se déroband à la vue des honnêtes gens.

Nécessité ne connaît pas de loi, voyez Vespasien ! Mettons la morale un instant sous nos talons, j'y consens. Ce qui est plus grave, c'est que la reprise d'affaires qui suit la dévaluation, risque de n'être que **momentanée**, comme certains faits (des dévaluations successives de la Tchécoslovaquie, par exemple) l'attestent.

Enfin, ce qui est plus grave : J'accuse tout gouvernement qui, au nom de la Défense Nationale, mettra le pays tout entier en état de guerre, qui, par une véritable mobilisation industrielle, fera tout pour la guerre en consacrant toutes les forces vives de la nation à sa préparation — et la jeunesse de certains villages est ici tout entière à l'armée, en service militaire ordinaire ou rengagée, ou dans des camps de travail ailleurs, — j'accuse tout gouvernement qui dresse ainsi la nation en armes, de résorber perfidement le chômage. La liquidation des 6 millions de chômeurs allemands par l'hitlérisme s'explique par un mot : guerre, préparation à la guerre.

Une telle résorption est illusoire, coûteuse, peut-être dangereuse et immorale, mais elle est **temporaire**, elle est **momentanée**, et ceci est beaucoup plus grave que cela, car le chômage technique n'est que provisoirement atténué ou disparu. Et la sous-consommation, et la crise, subsistent : La poudre de perlimpinpin, les cataplasmes sur la jambe de bois, voilà les mirages, après les miracles, de telle ou telle expérience. Et cependant, de partout, même réclamation impatiente : C'est João Torrès, collaborateur au quotidien « **A Noita** » (Rio-de-Janeiro) qui demande « une distribution **équitable** de la production des fruits du travail entre les valeurs individuelles et surtout avec un réel respect du principe de la liberté de pensée et de conscience ». (Déc. 1936).

Il faut donc autre chose que ces réformes bourgeoises, autre chose que cet « esprit Sénateur » : Faire la Révolution, et mieux vaudrait pourtant, ce me semble, la diriger, afin que le convoi ne saute pas hors des rails et ne produise pas de catastrophe. Ne l'abandonnons pas à sa seule et aveugle fureur. Caressons le fauve pour qu'il ne bondisse pas d'un seul coup sur le cœur de la nation et ne la déchire et ne l'ensenglante. Amorçons la pompe. Faisons la Révolution « en douce », c'est-à-dire silencieusement, en inculquant un esprit nouveau dans l'âme du corps social, sans gestes provocants, menaçants, humiliants, sans secousses sismiques, sans ébranlements sinistres, afin de ne pas déchaîner la panique, ni la « Grande Peur ». Autrement dit : Changeons le moins de choses possibles,

du moins extérieurement. C'est la technique et l'abondance qui sollicitent l'économie nouvelle ? Eh bien ! Perfectionnons par tous les moyens la technique, intensifions par tous les moyens l'abondance ! Il faut que celle-ci devienne littéralement catastrophique par son ampleur et son volume, un vrai **gigantisme** économique.

Et il faudra bien alors distribuer les produits sans valeur et consacrer les loisirs en cette ère **communiste** et **libertaire** où la démocratie économique libérera les esprits des servitudes matérielles.

Et, à mon humble point de vue, en dehors de l'héritage immense et bienfaisant que nous lègue le capitalisme, l'introduction de la société nouvelle, des mœurs nouvelles, sera grandement facilitée encore par trois forces considérables et familières, donc « silencieuses », comme je le disais il y a un instant, et qui pourtant sont pour l'intérêt et la couardise des grands bourgeois et des ploutocrates, terriblement révolutionnaires :

- 1° LE FÉDÉRALISME ;
- 2° LE SYNDICALISME ;
- 3° LE MOUVEMENT DE COOPÉRATION.

— Le **Fédéralisme** intensifiera la vie jusque dans les régions les plus délaissées et les plus paresseuses (Le cœur « périphérique » fera circuler avec plus d'intensité le sang jusqu'ici trop ramassé autour du cœur « central »). Desserrer l'étreinte de l'Etat, donner de l'air à une économie vieille de 140 ans, désemmailloter les services publics !

— Le **Syndicalisme** jouera un rôle immense dans l'intensification formidable qu'il faudra donner à la production. Instrument de défense des Droits du Travail, le syndicalisme révolutionnaire doit assumer à présent un rôle extrêmement actif de direction de l'économie locale, régionale et nationale.

— Les **Coopératives** serviront dès les premiers jours de maisons de distribution des produits surabondants et rempliront une fonction de tout premier ordre dans la consommation.

Les coopératives de consommation jouent dans l'économie soviétique un rôle primordial avec leur énorme réseau

de sociétés filiales et de magasins de détail qui couvre toute l'Union. Les membres jouissent de tels avantages que tout le monde en fait partie.

Ainsi les rails sont déjà posés. Il n'est plus que de préparer les horaires et de lancer les premiers trains. Comme nous l'avons fait prévoir, on pourra expérimenter une organisation provisoire, la réformer, l'amender, revenir en arrière même lorsque des essais malheureux, des improvisations inintelligentes, des trahisons et des actes de sabotage, des nécessités impérieuses enfin, l'exigeront. Mais les régions devenues des centres de vie intense, les Syndicats haussés à l'honneur et à la responsabilité de la production d'une abondance himalayenne, les Coopératives assurant la distribution équitable et élevant sans cesse les possibilités de la consommation, je vois là, pour ma part, avec mon petit et simple bon sens, trois organismes révolutionnaires si respectueux de la liberté spirituelle des hommes que la France pourrait peut-être, grâce à ses traditions, à son passé généreux, à ses audaces humanitaires et bienfaitantes, réaliser une formule jusqu'ici inouïe du communisme des choses pour la Liberté des Hommes.

C'est, je pense, dans cet esprit, qu'il va falloir nous libérer de la poignée de ploutocrates, de la clique internationale de financiers et de barons des hautes cheminées, pour qui les Patries ne sont, devant les exigences de leurs coffres, que des expressions cartographiques, alors que le Moyen-Age pouvait déclarer le féodal félon !

Et d'abord, pourquoi le Fédéralisme ? Parce que le centralisme dictatorial de Napoléon n'a plus sa raison d'être : Nul aujourd'hui ne songe sérieusement à porter atteinte à l'unité et à l'indivisibilité de la Nation ? La pâte du monde moderne n'est pas assez molle pour donner corps au rêve d'une nouvelle Lotharingie ou de quelque Grand Duc d'Occident. Et j'applaudis à la revue « Le Fédéraliste » quand elle va jusqu'à affirmer : « Avec la Centralisation, la Liberté n'est qu'un mirage, même dans la meilleure des Démocraties et, sans la liberté, Révolution n'est qu'un mot vide de sens, une outre vide ».

Parce que l'Alsace et la Lorraine ont un statut particulier, statut qu'il ne sera pas facile, je vous en donne ma

parole de Lorrain, de supprimer, même avec le temps : Si les curés passent, l'Eglise demeure, et dans 50 ans, le capucin botté de « L'Echo de Paris », le Général Castelnau, sera certes entré dans la Walhalla avec le Général Goering et le Maréchal Lyautey, mais d'autres, la crosse en main, rappelleront le mot de Millerand : « C'est la France qu'il faut annexer à l'Alsace-Lorraine ! ». Que nous le voulions ou non, une brèche est faite dans notre centralisation absolutiste par le particularisme alsacien-lorrain.

Parce que les libertés régionales sont indispensables à une ère qui réclame une production décuplée, centuplée, parfaitement étudiée et coordonnée : 24 formalités sont nécessaires pour construire une cabane sur un terrain vague, 16 pour laisser stationner un bateau sur une rivière ! Une affaire qui pourrait être réglée en un jour, ne l'est qu'après six semaines ! Pour changer la plaque indicatrice d'un tramway dans une petite ville, il faut une approbation du pouvoir central ! La comédie a trop duré.

Parce que les pays qui ont tenté de s'engager dans des voies nouvelles en dehors de la mascarade fasciste, sont tous des pays fédéralistes : U.R.S.S., Etats-Unis, Espagne, Mexique, où le pouvoir central a cessé d'être écrasé par des tâches secondaires et où il a revigoré le corps national par la décongestion et la simplification administratives.

Parce que le fascisme agresseur peut envahir la France et que la France Fédéraliste sera plus apte à résister et à s'adapter à la défense (aviation), voire à l'occupation, avec un régime fédéraliste, ayant fait l'expérience des libertés régionales, économiques, qu'un régime où Paris, congestionné, détient des pouvoirs exorbitants de direction et de décision.

Parce qu'enfin si le mot : retour à la terre n'est pas pour vous un flon-flon électoral si vous admettez qu'il faut recréer ou stimuler les forces vives des provinces, alors ne distinguez plus entre Français de première zone : les Parisiens, et Français de deuxième zone : les **petdzouilles**, et faites crédit à ceux-ci autant qu'à ceux-là. Ne laissez plus aller la vie au ralenti dans les petites villes « mortes », suscitez et éveillez au fond des campagnes des curiosités intellectuelles, provoquez et multipliez partout des trans-

formations matérielles profondes et bienfaitantes ! Décentralisez sur le plan national pour recentraliser sur le plan régional ! Bâissez des capitales régionales ! Apprenez aux Français à aimer leurs pays !

Mon Régionalisme n'a rien, vous le devinez, du bric à brac de l'antiquaire. C'est un Fédéralisme surtout économique, puisque c'est l'abondance, la surabondance, qu'il doit instaurer, et dont il doit inonder les pays les plus déshérités, les hameaux les plus reculés ! Il est d'ailleurs patronné par M. Léon Blum qui, critiquant certains discours de M. Caillaux à Rouen, faisait observer au grand bourgeois Centralisateur : « L'œuvre du Syndicalisme a consisté essentiellement à dresser entre le pouvoir central et les individus ces formations collectives, ces groupements d'hommes et d'intérêts que l'Etat jacobin ou napoléonien avait entendu supprimer ou interdire. La seule existence de ces « forces organisées » est un obstacle insurmontable à la restauration de l'Etat sur le type traditionnel. On ne referait l'Etat fort auquel pense M. Caillaux, le pouvoir capable de décisions souveraines absolues, immédiates, qu'en menant la guerre contre ces forces, qu'en les annihilant, qu'en les réduisant à l'impuissance, comme M. Clémenceau, par exemple, tenta de le faire durant sa première administration.

« M. Caillaux semble s'imaginer qu'une transaction est possible. « Il s'agit, dit-il, d'ajuster les institutions politiques organisées par nos pères avec les associations « d'intérêts, avec les forces économiques... » Dessein chimérique ! L'intégration des forces organisées de l'économie transformera l'Etat traditionnel dans sa consistance, dans son essence, ne laissera plus rien subsister de son pouvoir de centralisation autoritaire. C'est l'un ou c'est l'autre. On ne peut pas ajuster, il faut choisir entre « les institutions « politiques de nos pères » et l'Etat nouveau.

« C'est pourquoi la politique syndicaliste parfaitement conséquente avec elle-même, ne tend nullement à intégrer dans l'Etat actuel les forces organisées de l'économie, mais tout au contraire à détacher successivement de l'Etat, au profit des groupements économiques, les fonctions qu'il assume et les services qu'il gère. Le Syndicalisme tend par

là-même à développer cette « autonomie » des fonctions et des services, qui choque M. Caillaux comme un attentat à la souveraineté du pouvoir central. L'exemple typique est celui des « nationalisations industrialisées », dont le Conseil National Economique avait proclamé le principe et étudié les formes au lendemain de la guerre. A mesure qu'il prendra plus clairement conscience de ses fins et de ses forces, le Syndicalisme accentuera nécessairement son action en vue d'une sorte de fractionnement, de morcellement de l'Etat. »

Pas un régionaliste, pas un fédéraliste qui n'applaudisse à la thèse soutenue par M. Léon Blum contre M. Caillaux, grand défenseur de l'Etat fort, de la Réforme de l'Etat, de l'Ordre, de l'Autorité, et autres mots scélérats avec lesquels on consolide les profits et les privilèges des grands bourgeois accapareurs et repus. Vous avez reconnu aussi la thèse chère à M. Paul-Boncour : Intégrer les forces syndicales dans le nouvel Etat : Etat à deux degrés : l'Etat Central qui dirige et arbitre ; l'Etat périphérique qui exécute et contrôle.

Mais précisons davantage encore la conception fédéraliste par l'exemple espagnol : Le 10 janvier 1937, M. Gaston Leval développait au Coliséum, à Barcelone, des vues extrêmement intéressantes sur le fédéralisme économique et social, qui n'a rien de commun avec le séparatisme : « Dans la réalité économique des peuples, et dans celle d'Espagne plus encore peut-être, l'isolement des régions est impossible. La Catalogne, région industrielle, a besoin du charbon des Asturies, du minerai de fer de la Biscaye, du cuivre de Huelva, de la laine de la Manche et de l'Estramadure, du coton des Etats-Unis ou de l'Egypte, du blé de la Castille, etc... A son tour, la Castille a besoin des tissus catalans, des machines et outils de la Catalogne ou de la Biscaye, de l'huile et des fruits de l'Andalousie ou du Levant. Toutes les régions se trouvent dans une situation identique. Toutes ont besoin les unes des autres.

« Or, le Capitalisme permettait l'exploitation des régions comme l'exploitation des hommes : « Jusqu'à maintenant, la Catalogne, la Biscaye, et d'autres régions, ont exploité, par le mécanisme de l'échange et du commerce, d'autres

régions plus pauvres, comme la Castille, l'Estramadure, la campagne andalouse, où les paysans subissaient un niveau d'existence deux ou trois fois inférieur à celui de l'ouvrier des grandes villes.

« Par conséquent, nous embrassons la vie économique au point de vue collectif, d'après les besoins de l'Espagne entière, et pour que tous les biens qui sont produits soient mis, dans de mêmes conditions, à la portée de tous ses habitants.

« Notre fédéralisme est donc strictement économique. Les paysans qui produisent du blé en Catalogne, en Aragon, en Castille, en Andalousie, ne sont pas indépendants les uns des autres, car ils accomplissent une même fonction, qui est de fournir du pain à toute la Société. Au point de vue industriel, les faits sont les mêmes.

« A côté des fédérations industrielles, les fédérations agricoles : « Fédération des céréales, fédération d'horticulture, fédération des fruits, fédération des plantes industrielles, fédération de l'élevage, etc... Toutes les activités seraient donc en rapport constant et dirigées d'une façon fédéraliste, car les Commissions Techniques de Coordination seraient responsables, devant les Congrès, de leurs activités.

« Notre conception d'organisation économique, que je n'aborde aujourd'hui qu'au point de vue de la production, est par conséquent technique. Elle supprime l'intervention de l'Etat. Elle donne aux organismes de production la fonction de la production même. Elle donne aux consommateurs et aux organismes de consommation, la fonction de la distribution. Elle donne aux organismes des transports la fonction de l'organisation des moyens de circulation.

« On peut nous dire que c'est là une économie planifiée. Il se peut qu'il en soit ainsi. **Nous voulons d'abord connaître les besoins de la population, et nous organiser pour répondre à ses besoins.** C'est le principe logique et nécessaire de toute Société où l'intérêt collectif prédomine sur l'intérêt des minorités. Mais cette économie, que l'on peut appeler planifiée, n'a rien à voir avec l'économie planifiée du capitalisme. Celui-ci s'organise en trusts et en cartels pour

**exploiter le monde.** Nous nous organisons **pour sauver le Monde.** » (Bulletin d'informations, Barcelone, du 20 janvier 1937.)

Je conçois fort bien une organisation administrative, sans prendre parti dans les stériles débats des régionalistes, ni pour les **arrondissementiers**, ni pour les **départementalistes**, ni même pour M. Louis Marin, qui incline vers plusieurs régions encadrées dans la même région (économique, judiciaire, universitaire, militaire, etc...). Un simple décalage permettrait, sans toucher à grand chose, silencieusement, de refaire la carte :

L'arrondissement actuel correspond **merveilleusement au pagus gallo-romain** et au **pays** de l'ancien régime, il est une petite unité géographique, et pourrait fournir le ban de la commune, dont les villes, bourgs, villages et hameaux ne seraient plus que des sections, comme nous avons des quartiers en nos villes vastes et peuplées. **Les départements actuels** correspondraient dans la région à nos **arrondissements**, et c'est leur association (syndicat ou fédération) qui constituerait chacune des 15 ou 20 régions économiques françaises, ce que nous appelons le « Conseil Général » devenant par extension une sorte de Chambre Régionale ou de Parlement Régional.

Pour opérer sa reconstruction économique, la Catalogne a refait sa carte administrative : On va du conseil municipal aux pays (comarca) au nombre de 36, du « pays » aux « zones » au nombre de 9, et de la « zone » à la Région, où, au-dessus des assemblées locales, siège le Conseil Régional dont les pouvoirs économiques sont quasi universels. Environ 200 délégués, ne gagnant pas plus qu'un ouvrier, assument la direction du système fédéraliste économique.

Là aussi, comme vous le voyez, la révolution pourrait se faire « en douce », comme je l'ai déjà dit, les groupements de communes, d'arrondissements, de départements, se faisant dans les fédérations concentriques ou superposées suivant les affinités économiques et selon la libre volonté des entités respectives. Ainsi le minimum de frais pourrait être réalisé dans de grands travaux de bonification des terres ou d'industrialisation de la production, grâce à ces Fédérations qui pousseraient d'elles-mêmes à

la bienfaisante coopération et la collectivisation des grandes richesses. Mon fédéralisme doit en finir, en effet, avec la force, la ruse, le profit individuel, le parasitisme, le paupérisme. Mon fédéralisme doit en finir même avec les bagnes d'ouvriers, je veux dire avec ces chantiers et ces ateliers où le fordisme, le taylorisme, la rationalisation, ne sont établis que pour consacrer la machine fille de la misère, que pour enrichir plus vite d'insatiables et impatientes égoïsmes : Ne plus raréfier pour quelques-uns, intensifier pour tous, développer et consacrer la loi de la paresse humaine pour réaliser peu à peu, et dans les faits, une république spirituelle et libre, et aussi et surtout fabriquer ces techniciens qui manquent tant et tant à l'Espagne, et que l'U.R.S.S. dès 1931, a formés par centaines de mille : Pas d'abondance sans une production himalayenne, il faut toujours en revenir à cette vérité de La Palisse. Des techniciens ! Des techniciens ! Ou alors, selon le mot de Staline, l'économie continuera de « boiter des deux pieds » !

Quand le fédéralisme aura fait du « cœur périphérique » de la nation un organe aussi actif que le « cœur central », le syndicalisme révolutionnaire et le socialisme coopératif permettront l'amélioration incessante du rendement, le contrôle le plus vigilant de la distribution, la répartition la plus équitable des richesses créées. Pendant un certain temps, des erreurs, des tâtonnements, des réactions sont inévitables. Mais, de grâce, ne venez pas me dire que la chose est irréalisable :

Bien avant la guerre civile qui désole actuellement l'Espagne, il n'était pas rare de voir une commune ibérique hisser les couleurs rouge et noir de l'anarchie, se proclamer « commune libre » et s'organiser économiquement. Les Mauser et les mitrailleuses des « gardias civils » achevaient dans le sang ce qui s'édifiait dans l'ordre et l'espoir.

Bien avant la guerre civile qui désole actuellement l'Espagne, nous avons vu au-delà des Alpes des ouvriers exploiter sans les patrons les usines occupées : Jamais leur marche ne fut aussi excellente, et c'est l'effroi des capitalistes italiens devant de tels résultats qui a, avec la prise du Fiume par d'Annunzio, décidé la grosse bour-

geoisie italienne à rallier Mussolini. On peut dire que l'occupation des usines italiennes n'a pas été un échec, mais tout au contraire : **qu'elle a trop bien réussi**. Si vous doutiez un seul instant de ce fait, je vous prie d'interroger Luigi Campolongo, Président de la Section Italienne de la Ligue des Droits de l'Homme, il vous dira que les usines sans les patrons **marchaient trop bien**, que le capitalisme prit peur, qu'il se jeta dans les bras de l'aventurier que vous connaissez...

Bien avant la guerre civile qui désole actuellement l'Espagne, il y eut la révolte des Asturies où le prolétariat sombra, divisé qu'il était dans sa lutte contre le gouvernement du radical et vénal Lerroux allié aux Jésuites et à la pire réaction.

En 1934, plusieurs expériences collectivistes furent faites. Manuel Villar, dans l'ouvrage qu'il a publié aux éditions de la revue « Nervio » (Buenos-Aires), a décrit principalement les expériences du faubourg d'El Llano et de La Felguera, où non seulement la production ne fut pas arrêtée, mais tout au contraire sensiblement dépassée sous la seule direction et sous le seul contrôle des ouvriers. J'imagine que les sanglantes représailles qui suivirent prouvèrent aux Asturiens, comme aux Italiens, que les ouvriers n'ont pas, n'auront jamais le droit de faire trop bien des choses, si l'on veut que « l'esprit Sénateur » continue de s'épanouir et les politiciens professionnels de s'engraisser à toutes les eaux de vaisselle, dans toutes les auges.

J'imagine que si l'Espagne républicaine a soulevé une haine aussi exaspérée dans le monde entier, c'est que l'on sait que la Ré-vo-lu-tion s'est édifiée en quelques semaines à Barcelone et à Madrid : imaginez « l'Esprit Sénateur », les gens de « **L'Echo de Paris** », les éternels combinards et saxons du parti radical, devant ces réalisations audacieuses ! Quelle colique, en vérité !

Madrid a, en effet, nationalisé toutes les propriétés abandonnées par les fascistes ;

Barcelone a, de son côté, nationalisé toutes les propriétés sans distinction, supérieures à 5 hectares ou occupant plus de 50 ou de 100 salariés (selon les cas).

On comprend que l'Espagne Antifasciste, le Bulletin d'Informations (section française de Barcelone), la Guerre de Classes (section italienne de Barcelone, en exposant la réorganisation par les paysans, les ouvriers, les petits bourgeois, de la vie économique espagnole, et principalement catalane, aient déchaîné une sorte de « Grande Frousse » en certains milieux français et étrangers ! Les résultats particulièrement satisfaisants qui ont été obtenus, malgré la désertion des patrons et d'une partie des ingénieurs, malgré les actes de sabotage des ouvriers « marrons » et de la 5<sup>e</sup> colonne du Général Mola, malgré le blocus de l'Espagne Républicaine manquant de matières premières indispensables, tout cela explique l'immense vague de haine qui déferle contre l'Espagne Républicaine, les sophismes que l'on répand à son propos, les complicités à peine déguisées que l'on rencontre si fréquemment, non sur les lèvres, certes, mais dans le cœur assurément, et des meilleurs ! Le petit boutiquier français ne se résigne pas à abdiquer : Que la Victoire du Front Populaire ait porté 16 communistes seulement aux Cortès, il ne pourra jamais l'admettre !

Les travailleurs de la Catalogne, comme les ouvriers italiens et les mineurs asturiens, ont **très bien réussi** : Le Capitalisme et ses chiens de garde, une fois de plus, y mettront bon ordre, y mettront bon ordre ! Je n'entends guère parler de l'expérience russe, où la **dictature** prolétarienne tourne le dos au communisme **libertaire** de l'Espagne.

Ne me dites donc pas que ces expériences sont utopiques. Les précédents sont là. La Révolution est faite. Vous pourriez l'obliger à piétiner, dix ans, vingt ans, qui m'importe ! Les ouvriers se sont libérés eux-mêmes, ils ont produit eux-mêmes, ils ont distribué eux-mêmes. La leçon est faite, la leçon est comprise, la leçon sera retenue.

Ce n'est pas sans raison, vous le voyez, que je vous avais dit que l'esprit de cet exposé est blasphématoire et révolutionnaire. Que sera-ce quand je vous aurai parlé de la « monnaie fondante » dont le seul nom suffit à épouvanter et à faire délirer l'« idiot moyen », que M. Herriot a si bien mis à la mode ?

Notre monnaie, vous le savez, est purement conventionnelle. En certain pays, comme l'Egypte, l'argent avait plus de prix que l'or, parce que l'argent y était introuvable, parce que l'or y était exploité. Notre monnaie fiduciaire devra être remplacée par deux sortes de bons de consommation : Denrées de première nécessité ; produits de libre choix ou de luxe. Les bons seront proportionnés à la production de la commune, par exemple, et répartis entre les habitants suivant des formules à discuter (besoins ? services rendus ? droit aux ressources en dehors de toute idée de service social du travail ?). On aperçoit ici clairement l'intérêt que tous auront à s'associer à une himalayenne production des richesses, puisque tous en seront récompensés dans les coopératives où se fera la répartition. La société, par suite des nationalisations et par suite des avantages dont se priveront nécessairement de petits propriétaires amis farouches de l'indépendance ne sera plus composée que d'une seule classe. En dehors des mérites exceptionnels qui seuls (on peut transitoirement l'admettre) toucheraient des primes d'encouragement et **fongibles** autant que possible, il n'y aurait plus place pour la reconstitution de grosses fortunes. Une « monnaie fondante » empêcherait d'ailleurs nos « kulaks » et nos « nepmen » de thésauriser : Si les bons de consommation sont émis à 6 mois ou à un an, il importe, pour activer la circulation, pour stimuler la production, que ces bons soient remis aussi vite dans le commerce. Les dévaloriser donc de plus en plus, au fur et à mesure qu'ils approchent de l'échéance, date extrême.

Nous pensons qu'ici l'usage de la « monnaie fondante » serait un accélérateur du rythme de la vie économique abondante.

Quand au commerce extérieur, aucun obstacle : L'Etat nouveau exporte et se procure de l'or qui lui permet ensuite d'acheter et d'importer les matières indispensables, en supposant qu'il ne les puisse obtenir ni de la métropole, ni de son riche et immense empire colonial. L'expérience russe atteste que le commerce avec l'étranger ne souffre pas de grandes difficultés. Au reste, l'Italie fasciste, par exemple, ne contrôle-t-elle pas aujourd'hui tous ses échanges avec

l'étranger ? Et l'Allemagne hitlérienne ?

Les transports dans la société nouvelle auront une importance exceptionnelle, en tant que système circulatoire. On sait, au reste, assez les difficultés énormes qu'a rencontrées l'U.R.S.S. dans ses voies de communication, insuffisantes et défectueuses à tout point de vue : tracés, matériel roulant, personnel ambulante. L'héritage de la société capitaliste sera ici encore loin d'être négligeable.

Si l'on en croit les technocrates américains, chaque Américain pourrait disposer de 20.000 dollars (5 à 6 ou 700.000 francs) si les machines roulaient à plein rendement. Un service social de travail de 4 jours de 4 heures par semaine, en Amérique, assurerait le droit à la vie non seulement des **travailleurs**, mais des **entretenus** (vieillards, femmes, infirmes, voire réfractaires). Il n'y a qu'à prendre au tas de l'abondance, mieux : répartir équitablement, distribuer justement. Les impôts et contributions disparaissent, si l'on excepte la part de **travail social** exigé des **surveillants de machines**, car nous avons retrouvé les esclaves de la Grèce, mais sans chair, ni os, cette fois.

Oui, là où on tirait 2 du sol hier, la technique moderne tire déjà 10. L'homme dispose déjà de 30 à 50 fois plus d'énergie qu'il n'en eut durant des siècles. Un homme travaillant une heure, peut faire ce qu'il aurait fait en 65 heures, il y a 40 ans, dans l'industrie du fer. L'équipement industriel des E.U. est de 1 milliard CV., qui font le travail de 10 milliards d'hommes, soit 5 fois la population du globe terrestre. En trois mois de travail, les Etats-Unis ont de quoi suffire déjà à la consommation d'une année. Va-t-on laisser le monde ressembler plus longtemps à une salle de baccara ? Jeu, spéculation, escroquerie vont-ils continuer de pourrir la société ? Verra-t-on longtemps encore des chômeurs américains vivre de détritrus, cependant qu'à quelques heures de chemins de fer de là, on brûle du blé ?

La doctrine des prix est dépassée. Le travail-châtiment (vieux sornette cléricale) doit être remplacé par le travail-joie et les loisirs. L'Etat ne doit plus renflouer ces grandes entreprises qui, toujours, individualisant les profits, socialisent les pertes.

Déjà, sous Saint Louis, on trouve dans un livre de morale écrit pour les laïques en 1267 : « Quelque métier que l'homme fasse, il doit servir la ville où il est de son métier, pour qu'il n'y manque ni de pain, ni de vin, ni de quoi que ce soit. »

C'était déjà sentir faiblement, confusément, ce que Saint Thomas d'Aquin dans la **Somme Théologique**, ce que Léon XIII dans l'Encyclique **Rerum Novarum**, ce que la nouvelle Constitution Espagnole, avaient déjà affirmé : La propriété privée est, selon le mot du Pasteur Monod, la propriété qui **prime**, elle ne saurait donc être reconnue qu'en vertu d'une fonction sociale, le propriétaire est une sorte de **proposé de la collectivité**. Et voilà pourquoi la nouvelle société mobilise à ses postes actuels les patrons, les **dirigeants, les ingénieurs, et les oblige à coopérer avec la collectivité** sous le contrôle des producteurs et des consommateurs.

La coopération, par sa doctrine du **bon produit** et du **juste prix**, éduque le consommateur : Frais généraux réduits au minimum (15-20 % du chiffre d'affaires; dans le commerce : 20-23 %), principes démocratiques (sociétaires égaux quel que soit leur nombre d'actions, assemblée générale souveraine), excédents ristournés, etc...

La coopération présente un type de répartition idéal. Sa seule critique : Insuffisance d'équipement. En U.R.S.S., 40 à 50 % échappaient encore ces dernières années à sa gestion. Lénine avait pensé, non sans raison, que la coopération suffisait pour l'édification de la société socialiste. La coopération anglaise dispose de sa propre flotte ! En U.R.S.S., l'organisation de la coopération a laissé subsister, dans certaines limites, la propriété privée (2), le principe de l'épargne, voire même en certain cas l'héritage ! (Autorisé en Espagne s'il ne constitue pas avec ses apports un lot dépassant 7 hectares par propriétaire, par exemple).

Des machines qui travaillent seules, des usines qui fonctionnent sans ouvriers, voire à distance, des ouvriers qui sont des conducteurs de machines, des surveillants de machines ! Et l'abondance qui rend inutile le travail

(2) Les entreprises individuelles (8 %) sont en voie de disparition en U.R.S.S.

humain ! Il est clair que c'est le problème de la distribution qui domine toute la crise. L'hypothèse de Sismondi est une réalité : Rien qu'en tournant une manivelle, le Roi d'Angleterre fabrique tout ce dont ont besoin ses sujets. Un seul risque : la bureaucratie, Une belle chance : l'Etat brisant les chaînes qui le domestiquaient, et réalisant le rêve le plus beau et le plus moral que l'humanité ait jamais fait. Une mystique sociale remplace le profit personnel. Le gouvernement des hommes est fini, commence l'administration des choses...

Le point de départ, c'est la nouvelle commune, la nouvelle démocratie de consommateurs qui délègue des responsables à l'exploitation des terres, à la gestion des usines, au contrôle des magasins universels de distributions : Un délégué par rue, un responsable par section pour chaque branche importante d'activité (travaux publics, agriculture, habitations, enseignement, hygiène, sécurité, transports, élevage, etc.). La mairie de chaque section est le Ministère local où se feront les avances (engrais, matériel, etc.), garanties sur la propriété et les machines du petit propriétaire comme aussi bien des coopératives.

Des magasins de gros intercommunaux pour les échanges sont prévus. Car si la production est essentiellement fédéraliste, à la distribution devra nécessairement présider une idée centralisatrice.

Les conseils d'administrations des usines, les conseils d'administration des services généraux (mines, transports internationaux...), régleront la production et la circulation des richesses. Voici, par exemple, comment le Conseil de la Métallurgie en Catalogne est organisé de bas en haut :

- 1° Conseils d'usines ou d'entreprises : ouvriers, employés, techniciens ;
- 2° Associations industrielles ;
- 3° Conseil local de la métallurgie ;
- 4° Conseil Economique local ;
- 5° Conseils métallurgiques de la région et de la Généralité : Conseil National de la Métallurgie.

L'exemple catalan, une fois encore, peut être intéressant à étudier. Il présente quelques analogies avec les combinats et trusts russes, mais à la différence des Soviets, la Catalogne a sauvegardé la liberté individuelle et la critique démocratique à laquelle arrive d'ailleurs Staline lui-même.

Deux faits :

- 1° Le 11 août 1936, création du Conseil de l'Economie ;
- 2° Le 27 octobre 1936, décret de la Généralité de Catalogne instituant le régime nouveau :

### LE CONSEIL DE L'ÉCONOMIE

1° Le 11 août 1936 : les organisations ouvrières et la gauche démocratique se sont mises d'accord pour la création d'un Conseil de l'Economie. Ce Conseil est formé sur les mêmes bases que le Comité des milices antifascistes, en ce qui concerne le nombre de représentants accordés aux différentes organisations politiques et syndicales.

Les principaux objectifs du Conseil de l'Economie ont été définis quelques jours après sa création, les voici :

« Le Conseil Economique agira comme un organisme délibératif pour établir des accords en matière économique entre diverses organisations représentées, et le Gouvernement de la Généralité exécutera les accords qui résultent de ces délibérations. Sans préjudice des résolutions ultérieures qu'il pourra prendre, le Conseil mettra en œuvre les points suivants dont la réalisation lui paraît d'une nécessité urgente :

« 1° Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation, en sacrifiant les industries ou productions qui sont en trop grand nombre et en stimulant énergiquement la production des nouvelles industries que, par suite du changement de valeur de la peseta, il sera utile d'installer dans notre pays.

« 2° Monopole du commerce extérieur pour éviter les attaques du dehors contre le nouvel ordre économique qui naît.

« 3° Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de pays avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat des pro-

ducteurs agricoles qui exploitent la petite et moyenne propriété.

« 4° Dévalorisation partielle de la propriété urbaine, au moyen de la réduction des baux et de l'établissement de taxes équivalentes quand on ne jugera pas utile d'avantager les locataires.

« 5° Collectivisation des grandes industries, des services publics, des transports en commun.

« 6° Saisie et collectivisation des établissements abandonnés par leur propriétaire.

« 7° Extension du régime coopératif dans la distribution des produits, en particulier, exploitation coopérative des grandes entreprises de distribution.

« 8° Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation de la banque.

« 9° Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime privé.

« 10° Réabsorption énergique par l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail. Et à cet effet, seront stimulés la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs dans la mesure du possible, des ouvriers qui pourront être absorbés par la nouvelle organisation du travail agricole ; la création de grandes industries pour fournir les articles manufacturés qu'il serait difficile d'importer, l'électrification intégrale de la Catalogne, et principalement des chemins de fer.

« 11° Suppression rapide des divers impôts, pour arriver à l'établissement de l'impôt unique. »

Dans les campagnes, voici un exemple des décisions prises à Monzon (région agricole de l'Aragon) dès les premières heures de la rébellion (3) :

1° Tous les travaux agricoles et les récoltes doivent se faire collectivement ;

2° Toutes les machines agricoles sont socialisées et placées sous le contrôle du Comité ;

3° Toute la population devra participer à la culture des champs et le produit en sera distribué.

(3) Pierre Robert : *Avec les camarades Espagnols ! Leur lutte, c'est notre lutte.*

Je n'ai pu savoir dans quelle mesure les Espagnols ont imité les *sookholz* (17 %), les *kolkhoz*, les *artels* russes, où le salaire est une avance sur la production, où chacun garde sa maison, son jardin, sa basse-cour (75 %).

II. — **Le Bulletin Officiel de la Généralité de Catalogne, du 27 octobre 1936**, qui instaure le **communisme libertaire** dans la Généralité, restera, quoi qu'il advienne, une charte modèle de la nouvelle société révolutionnaire, tant par la hauteur de ses vues que par le détail de ses applications pratiques. **Communisme libertaire**, car la Catalogne ne compte que 26.000 communistes et dix fois plus de libertaires et de socialistes. Du détail des conseils d'entreprises aux laboratoires d'essais techniques, rien n'est laissé au hasard. Les principes ?

Finie l'accumulation des richesses dans les mains de quelques-uns ; organisation de la production au bénéfice de la collectivité : Les travailleurs ont la fonction directrice du nouvel ordre social.

Tout revenu ne procédant pas du travail est supprimé.

Collectivisation des grandes entreprises, de la grosse industrie, des latifundia (propriété privée subsiste : biens de consommation, petite industrie, fermes de 5 hectares et cumul par héritage devant être inférieur à 7 hectares).

Organisation du travail ; distribution **en concordance avec les nécessités sociales**. A Monzon (chef-lieu d'un canton agricole de l'Aragon) comme à Villafranca (chef-lieu d'une des 5 provinces de la Catalogne, à 40 km. de Barcelone), comme à Valence, production et distribution se font sur des bases entièrement nouvelles et révolutionnaires.

**Au lendemain du 19 juillet**, furent créés : Des comités ouvriers de contrôle des usines ; Réquisition ou mise sous séquestre de certaines usines et entreprises (le Conseil Economique exécute le programme de la classe ouvrière, attentif à ses désirs) ; Création d'une Caisse de Crédit Commercial et Industriel (pour appui financier aux entreprises nationalisées) ; Organisme d'investigations scientifiques et de recherches techniques pour le progrès industriel (afin que l'industrie produise plus et mieux).

## DIVISION DES ENTREPRISES

Une partie de la bourgeoisie ayant déserté ses postes pour passer aux factieux, les usines abandonnées par les traîtres ont été immédiatement collectivisées et confiées aux **Conseils d'entreprise** (ouvriers). Les autres entreprises ont continué d'être gérées par les anciens propriétaires ou gérants, sous le contrôle du Comité Ouvrier.

Ont été nationalisées toutes les entreprises : 1° dont les patrons ont pris part à l'insurrection contre le peuple ; 2° dont le personnel comprenait, au 30 juin 1936, plus de 100 salariés.

Celles qui comptent moins de 100 salariés (et plus de 50) peuvent l'être s'il y a accord entre la majorité des ouvriers et le patronat ou si le Conseil d'Economie estime qu'il y a intérêt général à les soustraire à l'action privée. Les entreprises font un bloc totalitaire qui ne peut être scindé ; leurs aptitudes techniques consistent à leurs postes, en vue du meilleur rendement, les anciens patrons. Les propriétaires étrangers feront l'objet d'examens spéciaux de la part du Conseil de l'Economie.

## CONSEILS D'USINES OU D'ENTREPRISES

Une assemblée générale élit les 5 à 15 conseillers d'usine répartis entre les services : production, administration, services techniques, échanges commerciaux (éventuellement, représentation proportionnelle des diverses centrales syndicales). Durée des charges : 2 ans, renouvelables par moitié chaque année. Rééligibilité.

Les conseils d'entreprises ont les charges et les responsabilités des anciens Conseils d'Administration dans les sociétés anonymes. Ils sont responsables : Devant les ouvriers ; devant le Conseil Général de l'Industrie en question (Le conseil d'usine doit réaliser le plan général du Conseil Général de l'Industrie : Marges de bénéfices, conditions générales de fabrication et de revient, matières premières, amortissement, capital liquide, fonds de réserves, répartition des bénéfices).

Le Conseil d'Entreprise suggère des améliorations, prend toutes mesures utiles à la santé des ouvriers, intensifie

l'œuvre culturelle et éducative, crée des clubs, cercles récréatifs, associations sportives, etc...

Le Conseil d'Entreprise délègue tout ou partie de ses fonctions à un Directeur qui doit recevoir l'agrément du Conseil d'Economie en trois cas : L'usine a plus de 500 ouvriers ; le capital dépasse un million de pesetas ; l'entreprise travaille pour la Défense Nationale.

Dans toutes les entreprises collectivisées, il y a un représentant de la Généralité au conseil d'entreprise (nommé par le Conseil d'Economie d'accord avec les ouvriers).

Les Conseils d'Usines reçoivent réclamations et suggestions qui seront examinées par le Conseil Général de l'Industrie en question. Chaque année, en assemblée générale, les ouvriers entendent les conseillers rendre compte de leur gestion. Tous les 6 ou 12 mois, un bilan ou mémoire est présenté au Conseil Général de l'Industrie (situation de l'affaire, plans en exécution, etc...). En cas d'incompétence ou de sabotage, appel est fait au Conseil de l'Economie, et ouvriers et Conseil Général de l'Industrie peuvent enlever une partie de ses fonctions au Conseil d'usine.

Le décret du 17 octobre 1936 règle le détail du contrôle des Comités ouvriers dans les entreprises privées : Dans tous les services, les ouvriers décident du nombre des contrôleurs et de la représentation proportionnelle des syndicats. Leur mission est répartie sur trois groupes de préoccupations : conditions de travail, contrôle administratif de toutes les opérations commerciales, contrôle vigilant de la production (en accord avec le patron et les techniciens, elle doit être sans cesse intensifiée et perfectionnée).

Les Conseils Généraux d'Industrie comprennent : 4 représentants des Conseils d'usines, élus ; 8 représentants des Centrales Syndicales (repr. proportionnelle) ; 4 techniciens nommés par le Conseil de l'Economie, 1 Président (le membre respectif du Conseil de l'Economie de Catalogne).

Les Conseils Généraux d'Industrie dressent les plans de travail, guident les conseils d'usines, règlent la production totale, unifient les prix de revient pour éliminer la concurrence, étudient les nécessités de la consommation, les pos-

sibilités du marché intérieur et étranger, observent la marche globale de l'entreprise, fixe les limites et le rythme de la production pour chaque classe d'article, proposent la suppression, l'augmentation, la fusion, la concentration des fabriques, proposent la réforme des méthodes de travail, s'occupent de la circulation du crédit, des tarifs douaniers, des traités de commerce, instituent des laboratoires d'essais techniques, etc., etc...

Les décisions des Conseils Généraux d'Industrie ont force de loi pour les conseils d'usines (Le Conseil de l'Economie arbitre en cas de conflit). Les Conseils Généraux sont en contact permanent avec le Conseil de l'Economie de Catalogne (documents sur l'activité, plans d'activité proposés, etc...).

Quels sont les résultats obtenus par ce régime nouveau ? Quelques exemples rapides, à titre indicatif :

C'est le textile catalan collectivisé. **L'Espagne antifasciste** (1-1-37) nous dit : Filatures et tissages de laine et de coton sont les plus importantes industries de la Catalogne. Plusieurs des faubourgs de Barcelone en vivent, ainsi que de très grandes villes de sa province, telles que Sabadell qui, sur 70.000 habitants, compte plus de 25.000 ouvriers et ouvrières du textile et qui mérite, avec Terrassa, sa voisine, tant par son activité que par la qualité de sa production, le surnom de Manchester catalan.

M. Paul Lenglois, dans son article : **Dans les usines et les champs de la Catalogne** (La Tribune des Fonctionnaires, 19-12-36), nous apporte ce témoignage :

« L'individu demeure, s'exalte, s'affirme et... se choisit. Cela n'empêche pas la discipline nécessaire, mais il est évident que le directeur technicien d'une filature, où tournent 80.000 broches, comme celle que j'ai visitée aux environs de Barcelone est, de compagnie, avec les délégués du syndicat consultés dans certains cas, le maître de la marche de l'usine. Il est aussi le **responsable**. Sa responsabilité est grande, il essaie à la mériter. Il réussit, malgré l'augmentation des salaires, à maintenir le débit de sa filature et à vendre ses produits sans heurts pour l'économie générale.

« Le même fait, contrôlé, se reproduit devant moi dans une grande firme de champagne. Dans les caves sur trois étages, la champagnisation, à la façon de nos maisons d'Épernay ou de Reims, marche admirablement et la clientèle ne chôme pas. Là encore, le directeur technicien est le responsable, comme les chefs de service le sont également. Les différends — il n'y en a guère — sont **tranchés** par l'organisation syndicale de la firme. Il est évident qu'un enthousiasme de néophytes entraîne toute l'économie nouvelle, mais il convient de constater que rien n'a été laissé au hasard et que les discussions byzantines sont de moins en moins en mise en Catalogne. Les grandes organisations syndicales de Catalogne ont travaillé, réalisé et... continuent... car la route est longue.

« L'hygiène du travail, son organisation sont en progrès constant. L'expérience est bien partie et dépasse le cadre du « laboratoire politico-économique ».

« Les terres, les immenses terres d'une propriété « féodale » ont été partagées. Des mairies à l'organisme de distribution qu'on est en train d'installer et aux coopératives de paysans, la culture et la viticulture recherchent le mouvement harmonique qui permettra la centralisation des produits, leurs ventes et la répartition des bénéfices. C'est là un problème difficile, mais dont les paysans catalans « propriétaires collectifs » de maisons vinicoles espèrent bien connaître les avantages avant longtemps. »

La justice populaire apporte une formule nouvelle. L'avortement légal apparaît. Un monde s'enfante ! Le Gouvernement de « Frente Crapular », comme le nomma le Général de Castelnau, a commis ce crime sans nom d'imposer la création de 10.000 postes d'instituteurs pour répandre parmi le peuple espagnol ce que Saint-Augustin (lisant Platon) a appelé le « divin plaisir de connaître ».

L'École Nouvelle Unifiée de Catalogne, créée le 27 juillet 1936 par Companys sur proposition du Conseiller de Culture, réalise une des formules les plus ultra-modernes de l'enseignement, dont l'expérience Freinet seule en France peut donner une idée approximative au milieu de nos tristes vieilleries pédagogiques.

C'est l'industrie des autobus et du métropolitain (4) à Barcelone qui reprend vie au lendemain d'un coup de mort : **Solidaridad Obrera** (25-12-36) relate leur histoire, comme elle conte la prospérité inouïe de l'industrie du bois :

### LE SYNDICAT DU BOIS ET SES ATELIERS CONFÉDÉRAUX

Après que l'insurrection fasciste eut été réprimée à Barcelone, le Syndicat du Bois, animé de l'esprit créateur de la C.N.T., s'apprêta à éviter la chute de l'industrie. On commença par le plus difficile et le plus pénible : les petits bourgeois insolubles, qui ne pouvaient payer leurs ouvriers, qui manquaient de matières premières, qui disposaient de misérables locaux, foyers de tuberculose. Le remède fut rapide et généreux : le Syndicat du Bois, par son propre effort, sans aucune sorte d'aide officielle, a détruit les obstacles. Il a créé de grands ateliers qui canalisent l'œuvre, jadis éparses et sans orientation; de vastes nefs rayonnantes de lumière naturelle, aérées, dans lesquelles, joyeux et libres, une multitude d'ouvriers dépensent leurs efforts. Cent deux ateliers, aujourd'hui, sont l'œuvre du Syndicat. Chaque atelier se consacre à une spécialité : emballage, fabrication de sommiers, ébénisterie, sculpture, tours, placage, vannerie, modelage, meubles américains, etc.; dans le plus petit travaillent vingt-cinq hommes ; dans un autre, cent. Il y en a un qui atteint deux cent cinquante et un autre quatre cents, chiffres ignorés jusque-là à Barcelone et même en Espagne dans les annales de cette industrie. Les fabricants de sommiers, dispersés autrefois en quatre-vingts ou quatre-vingt-dix ateliers, ont été groupés en quatre grands centres confédéraux de production. Plus de trois mille prolétaires recueillent les fruits moraux et matériels de la collectivisation.

La paie hebdomadaire atteint le chiffre de 225.000 pesetas. Le 15 du mois passé (qui, avec le 30 de chaque mois, sont les jours des règlements des factures), l'on paya aux

(4) Voir Appendice, en fin de texte : Le métropolitain à Barcelone.

fournisseurs plus de 300.000 pesetas, ce qui a donné aux ateliers confédéraux du Syndicat du Bois un crédit illimité, qui confond ceux qui traitaient de folie une pareille entreprise.

**Conséquence de la collectivisation.** — Humanisation des conditions de travail, l'hygiène, l'aération et la lumière à torrents pour les ouvriers, l'assainissement de l'industrie, qui est ressuscitée de ses propres cendres, la production à bon marché, l'intensification du rendement, l'amélioration de la qualité, l'abolition de la bureaucratie inutile, l'administration réduite à ses justes limites, la disparition du tyranique magasinier exploiteur, la fin de l'usure, la création d'industries annexes qui, du temps de la bourgeoisie prétendue patriote, étaient tributaires de l'étranger...

Oui, l'on a même atteint cela ; aujourd'hui, grâce au Syndicat du Bois, on produit à l'intérieur du territoire même la colle à froid, les vernis, les alcools et la visserie. Maintenant nous ne serons plus tributaires de l'Allemagne pour aucune de ces industries annexes; ce que la bourgeoisie ne put pas réaliser, avec mille centres d'échange et mille commissions, les hommes de la révolution l'ont obtenu sans abandonner un seul instant la cause suprême. Dans un autre ordre de choses, les ateliers se sont convertis également en écoles ; périodiquement, on réunit les camarades et on leur explique la signification de leur œuvre, les postulats de nos idées libertaires, et on les instruit pour que, devenus plus compétents, ils soient plus responsables. Le Syndicat du Bois n'a pas terminé son œuvre. Son inspiration est de collectiviser entièrement le Syndicat, sous les normes confédérales qui supposent le communisme libertaire, notre plus haute aspiration et l'unique moyen de sauver les valeurs humaines. Il dispose déjà pour cela de magasins de vente et de matières premières.

Il aspire également à l'échange avec tous les Syndicats qui, répondant à cette conception, veulent établir ce système de collaboration confédérale. Il aspire à ce que sa production parvienne à tous les foyers au moyen du crédit populaire. La révolution doit nous rendre tous égaux, et ses réalisations doivent pénétrer dans les coins les plus

cachés de la Société. Dans ces foyers qui, aujourd'hui, ont les mêmes nécessités qu'avant le mouvement, il apportera son aide au moyen du crédit populaire facile et juste.

Trois mille affiliés du Syndicat défendent sur le front de bataille la cause sacrée du prolétariat. Outre cette collaboration directe, chaque ouvrier du Syndicat contribue hebdomadairement au soutien des milices, soit par le versement d'argent, soit par son travail. Pour les ouvriers, les heures ne comptent pas : ils travaillent avec foi et enthousiasme, sans toucher plus que le salaire journalier de base. Grâce à cet enthousiasme et à cette générosité, ils ont pu faire en peu de jours 59.000 lits turcs pour les miliciens, sans pour cela abandonner la fourniture des nécessités de la ville, et plus de 400 baraques capables, chacune d'abriter pour le repos cent miliciens.

Il a contribué, en outre, à la cause de la culture en construisant en quantité accrue des tables pour les groupes de l'École Nouvelle Unifiée, et il a le projet de monter une bibliothèque publique.

Telle a été en peu de mois, dans des instants d'agitation et de lutte, l'œuvre constructive des hommes conscients du Syndicat du Bois, animés de l'esprit de la Confédération Nationale du Travail. (« Solidaridad Obrera »).

Pour l'histoire de la reconstruction du pays, citons le cas intéressant des autobus de Barcelone.

Les magasins de cette industrie se trouvaient presque vides lorsque se produisit le mouvement du 19 juillet. Les directeurs avertis sans doute depuis longtemps de ce qui se préparait, s'étaient bien gardés de faire des demandes de matériel à l'étranger. Cette circonstance fit que, lorsque les ouvriers s'emparèrent de l'industrie, il était presque impossible de faire la réparation des autobus et d'entreprendre la construction de nouveaux. Il n'y avait pas de matières premières et le pire était que les nations qui les fournissaient — l'Allemagne et la Tchécoslovaquie entre autres — refusèrent dès le premier moment de les livrer aux travailleurs de Catalogne, pour des raisons faciles à comprendre.

Alors commença la lutte titanique des ouvriers contre tous les éléments qui s'opposaient à leur triomphe. Et ce

fut alors que se produisit le fait jusque-là insoupçonné : les aciers tchécoslovaques et les matières allemandes furent remplacés avantageusement par des aciers de Sagunto et d'autres matières nationales. Aujourd'hui, les magasins des autobus débordent de matériel. Il y a des casiers dans lesquels on garde 11.000 espèces de pièces pour la construction des voitures. Au moment où les ouvriers se chargèrent de l'industrie, 96 autobus assuraient le service journalier. Actuellement, il y a des jours où sortent jusqu'à 110 voitures. Le bruit avait couru que le nombre de voitures aujourd'hui était inférieur à celui d'hier. Cette affirmation est complètement fautive. Les ouvriers en ont construit 14 nouvelles, mais le trafic a augmenté, et cela parce que le chômage a en grande partie disparu et que tous les travailleurs habitant les quartiers extérieurs utilisent l'autobus.

Le nombre des ouvriers de cette industrie a augmenté de plus de 200. Il y avait, au début, près de 800 employés; aujourd'hui, leur nombre dépasse 1.000. Leur salaire a augmenté également. En 1933, les bases qui furent présentées à la Compagnie ont été refusées, et ce sont ces bases qui sont en vigueur actuellement. Autrefois, les conducteurs et les receveurs gagnaient 12.50 et 10.50 pesetas respectivement, et aujourd'hui ils gagnent 15 et 14 pesetas par jour. Dans les ateliers, l'augmentation s'est faite dans des conditions analogues.

La clientèle s'étant accrue, les recettes ont augmenté également. Elles dépassent journalièrement d'environ 4.000 pesetas les recettes d'autrefois. Cependant, il ne reste aucune marge pour une baisse de tarifs; car, outre les augmentations de salaires, il y a aussi l'acquisition de matériel, dont les prix ont monté de 100 à 200 %.

Quatre nouvelles lignes vont être créées : la ligne I (4.100 mètres de parcours); H (6.700 mètres de parcours); J et G (9.200 mètres). Dans leur tracé on a eu la précaution d'inclure les rues et les quartiers ouvriers, en cherchant le plus grand rayon d'action. L'on a aussi inauguré récemment la nouvelle ligne EC, où il y a des billets de 10 centimes.

Dans les ateliers, il y a eu de grandes améliorations. L'on a acheté des machines nouvelles pour la construction

de toutes sortes de pièces, et l'on a donné surtout les plus grandes facilités aux ouvriers, sans oublier pour cela les économies. Lorsque les ouvriers prirent l'industrie, le Comité de Contrôle commença par obtenir une économie mensuelle de 60.000 pesetas.

Tout, depuis la pièce de la plus grande importance jusqu'à la plus petite vis, se construit dans les ateliers des autobus. On a calculé que cette organisation peut produire une voiture par semaine, production importante si l'on tient compte des difficultés du moment. Comme toujours, l'intelligence et la bonne volonté ont triomphé. Aujourd'hui, le Comité se réunit et dirige un grand centre de production, lequel a atteint une véritable amélioration dans le service, pour le profit de la ville et de la cause.

C'est pourquoi **La Publicitat** pouvait écrire :

« Que règne intégralement le Communisme libertaire, comme dans les villages de l'Aragon; que les Entreprises soient collectivisées, comme dans les régions de la Catalogne et du Levant; que le Contrôle Syndical de la production s'exerce sur les entreprises à capitaux en majorité étrangers, la même volonté anime les travailleurs de l'usine, du chantier et des champs. Vaincre militairement et économiquement... Là où les fascistes dominent, il a été imposé un despotisme silencieux, qui satisfait leur besoin de brutalité par les actes les plus cruels et les plus répugnants, soulevant d'indignation la conscience universelle. Nous offrons, nous, à l'intérieur et à l'extérieur, le spectacle d'une Révolution qui édifie une œuvre constructive et transformatrice d'une manière énergique, responsable et humaine, et qui, en même temps, avec l'aide du peuple entier, détruit le fascisme. »

A propos d'une délégation ouvrière française, après un voyage d'études en Espagne, le **Bulletin d'Informations** (Barcelone, 18-12-36) déclarait :

« Elle a constaté que, d'une manière générale, la collectivisation était la préoccupation dominante des organisations et des travailleurs de l'usine, du chantier et des champs. Là où elle n'a pu, en raison du caractère des entreprises (Sociétés étrangères), être réalisée immédiatement, le Contrôle des Organisations ouvrières a été insti-

tué, et les travailleurs exercent effectivement le contrôle syndical de la production.

« En Aragon, les travailleurs de la terre sont allés plus loin : ils ont réalisé intégralement le communisme libertaire. L'argent a été supprimé. Les villages échangent leurs produits entre eux. La distribution est effectuée par les soins d'un Comité local, sous le contrôle des Organisations ouvrières et les Comités eux-mêmes sont contrôlés par les Assemblées populaires, pour tout ce qui se réfère à leur action sociale.

« Les échanges avec les villes où l'argent subsiste ont lieu sur la base des cours acceptés de part et d'autre et, avec les disponibilités provenant des ventes, les Comités s'approvisionnent en produits qui sont nécessaires aux habitants des villages qu'ils administrent. Ces échanges donnent satisfaction à tous et, pour la première fois, **les femmes nous ont dit qu'elles n'ont pas pleuré, cette année, en Aragon.** En effet, l'usurier a disparu. Les dettes sont abolies et les travailleurs jouissent intégralement du produit de leur effort. »

Pour les provinces du Levant, **Guerra di Classe** (1-1-37) nous apportait l'exemple d'Alcora, précédé d'une étude sur la « commune libre » qui répond si merveilleusement aux aspirations profondes du peuple espagnol : Production ordonnée en fonction des besoins de la consommation ; plus de stocks de vêtements dans des magasins de luxe, cependant que des milliers de personnes vont en haillons; plus de palaces où les uns suffoquent de congestion cependant que la faim chronique et la phthisie pourchassent les autres, etc... « La commune libre s'occupe de tous les besoins sous un régime fédéraliste : Les biens appartiennent à tous et à personne, comme la terre... » Par le fédéralisme, la « commune libre » part de la famille, unité économique, et rejoint et favorise l'unité des peuples en respectant la souveraineté et le particularisme de chacun.

Le canton d'Alcora compte une quarantaine de villages, pas de chômage, pas de bureaucratie, affirme **Guerra di Classe**. Plus de capitalisme. La « commune libre » travaille, produit et récolte pour tous. Tous les paysans sont entrés dans la communauté, des bons ont été émis après établis-

sement des statistiques des produits agricoles et industriels du pays et des exigences de la consommation locale. Les échanges avec les pays voisins sont faits par l'intermédiaire des organisations syndicales et économiques. La corporation, assurent d'ailleurs les fascistes, au Moyen-Age déjà, proportionnait la production aux besoins de la consommation, et ils accusent la Révolution Française d'avoir en 1791 brisé les associations professionnelles et ce **dirigisme** économique, et ils félicitent M. Marchandeaup d'avoir, par son projet de loi sur les accords professionnels obligatoires, tenté de restituer aux associations cette souveraineté ravie par la loi Le Chapelier. J. Duboin a accusé pareillement la Révolution de 1789 « qui donna la liberté de produire ce qu'on veut, comme on veut, quand on veut et tant qu'on veut. » (**Grande Relève des hommes par la machine**). Alors que tout l'économique doit être subordonné à l'utilité sociale, M. Baconnier (**Le Salut par la corporation**) va jusqu'à affirmer que l'absence d'apprentissage vient de l'abolition du régime corporatif par la Révolution Française ! Ce qu'il ne dit pas, mais que l'**Economie dirigée** (5) proclame, c'est que la corporation en Italie est une atroce duperie ! Comme en Allemagne, comme au Portugal et ailleurs, où les patrons rigolent franchement des syndicats ouvriers.

Le principe de la rémunération du service social en Espagne nous était présenté schématiquement par **Guerra di Classe** (1-2-37) :

Une agglomération communale de 1.200 habitants, a 1.000 personnes aptes au service de travail social. La commune dispose d'une quantité X de marchandises et de produits qui doit suffire à la consommation pendant un mois. La compensation à l'effort social des éléments productifs, les ressources aux 200 inaptes (âge, maladie, réfractaires), seront calculées ainsi :

$$X = 500.000 \text{ francs } \frac{500.000}{1.200} = 416.66 \text{ fr.}$$

(5) Par divers auteurs, certains fascistes.

masse de **bons de consommation** distribuée dans la commune. Si la répartition doit se faire par jour de travail social :

$$\frac{416.66}{20} = 20 \text{ fr. } 73$$

(si le nombre de jours de travail dans le mois = 20).

A la vérité, l'ancienne monnaie est loin d'avoir été supprimée partout. Aussi le problème monétaire reste-t-il à l'étude. Voici une solution proposée par **Guerra di Classe** (1-1-37) :

Chaque organisme de production émettrait des « livrets individuels » sur lesquels, en fin de semaine, seraient notées les heures de travail social et la compensation due. De son côté, la Commune émettrait des **bons de consommation**. Le producteur qui se serait servi de son livret pour ses acquisitions de la semaine auprès du magasin communal de son quartier, remettrait son livret à la reprise de son travail et le retirerait le soir, de façon que défalcation soit faite des dépenses au magasin de distribution. Le producteur passerait alors à la caisse communale du quartier toucher le surplus en argent liquide. Ainsi lui serait remise une certaine somme lui permettant de liquider de petites dépenses sans complications administratives et scripturaires : frais postaux, tramways, boissons, etc... La circulation de l'argent serait donc réduite au strict minimum dans ce système de transition. Dans le système qui suivrait, en effet, la commune recevrait la monnaie (les bons de consommation) de la section financière du Conseil National.

Lors de l'insurrection des Asturies, en 1934, des « Communes libres » fonctionnèrent. En 1931, même les aciéries de Laviada, à Gijon, occupées par les ouvriers, font en dix jours passer la production de 65 à 80 tonnes. La Felguera décréta la socialisation des richesses, l'assemblée du peuple acclama le communisme libertaire : monnaie supprimée, moyens de production et de consommation collectivisés, autorité de l'Etat abolie. Un Comité d'approvisionnement et un Comité de distribution se chargèrent de la vie du peuple de La Felguera : On se préoccupa avant

tout des denrées de première nécessité. Le Comité de distribution nomma un délégué responsable par quartier, lequel établit les besoins de la consommation, en sorte que la quantité de pain et d'autres produits alimentaires à distribuer fut très vite connue. Une distribution rationnelle, adaptée aux besoins de la consommation, fonctionna ainsi durant plus de deux semaines d'expérience de la commune libre de La Felguera. La réquisition des farines et autres produits alimentaires laissés par le système capitaliste, avait permis à la période transitoire de s'écouler sans grosses difficultés. La production du pain et de divers articles laissa toujours une marge d'abondance. Ici encore des perfectionnements techniques furent apportés par les ouvriers dans leur production, notamment dans les camions blindés dont ils devaient se servir pour se défendre : Ils produisirent des blindages doubles et les plaques d'acier furent fixées obliquement de manière à ne pas faire cible aux balles de mitrailleuses dont les représentants de l'ordre les aspergeaient. Aucun haut fourneau ne fut éteint, la centrale électrique approvisionna en fluide lumineux et en énergie toute la vallée de Langeo. Les laboratoires ouvriers de la Duro Felguera fabriquèrent un carburant qui permit d'éviter une crise des transports, etc...

Ainsi lors de l'insurrection des Asturies, l'ingéniosité des travailleurs espagnols s'affirma déjà, comme en témoigne Manuel Villar dans le beau livre qu'il a consacré à ces troubles populaires suivis des sanglantes représailles que l'on sait, et où pour finir, il appelle la fondation d'une société de producteurs libres, où le **gouvernement des hommes** sera remplacé par l'**administration des choses**. L'expérience espagnole l'emporte sur l'expérience soviétique et son matérialisme sordide : Avoir des nattes et des casseroles ! par l'aménagement des libertés humaines et populaires. Il est vrai que l'U.R.S.S., et c'est son excuse, barbote encore dans un régime de rareté.

L'expérience russe — capitalisme d'Etat et Dictature rouge — en créant quatre catégories de prix (coopératives, marché libre, magasins d'Etat, torgsin) et quatre valeurs intérieures de la monnaie, **FAUTE D'UNE PRODUCTION HIMALAYENNE**, a rétabli des privilèges : Avec un même

salaire, un membre du parti vit dans l'aisance alors qu'un « ex » (bourgeois, koulak, nepman, etc...) périt quasiment de faim.

D'où les relations si contradictoires sur l'U.R.S.S. où ne règnent, hélas ! ni la liberté, ni l'abondance, mais un marxisme déjà dépassé.

La cellule communale — une fois de plus reprenant son rôle historique, mais élargi, cette fois — aura surtout, après échanges avec les autres communes, à se préoccuper de la distribution des richesses. On peut admettre deux répartitions :

1° Les indemnités de service social ;

2° La répartition des excédents : services non directement productifs, retraites, infirmités et maladies, renouvellement et perfectionnement du service social, améliorations techniques, scientifiques, soldes aux coopératives communales, régionales, nationales, etc...

Les bons de consommation (monnaie fondante à 6 mois ou à un an) gagés sur la production seront distribués :

1° Aux citoyens (service social du travail) ;

2° Aux services publics ;

3° Aux coopératives.

L'individu ne consent jamais que des **délégations temporaires** de ses droits. La commune gère les biens et les services : Le Conseil Communal comprend diverses sections : Economique, culturelle, sociale, administrative, etc. Il semble que l'expérience russe ait échoué dans la distribution. Nos techniciens feront bien d'en rechercher les causes et de ne pas répéter ces erreurs.

La fédération des communes et arrondissements (décalés) constitue la Région, la fédération des régions constitue la Nation, en attendant que la fédération des Nations nous entraîne vers Europa, Eurasie, Eurafrique, etc.

En même temps qu'à l'aide de plans et de projets, discutés, révisés, retouchés, s'édifie sans trop de heurts sanglants, on veut l'espérer, l'édification d'une société plus juste et plus fraternelle, se poursuit la nationalisation dans l'intérêt général avec le respect de la liberté de l'individu, à l'encontre de régimes dictatoriaux, qu'ils soient de gauche comme de droite, pour le plus grand bonheur du plus

grand nombre. Mais ne laissons pas naufrager un instant la liberté humaine dans cette grande aventure économique, afin que libérés de la machine, nous ne retombions pas dans la glu des choses !

Toute notre Révolution de demain s'expérimente en Espagne, il n'est besoin que de l'adapter à notre tempérament français, et quand on sait les affinités psychologiques — et particulièrement anarcho-syndicalistes, anarcho-révolutionnaires — qui existent entre ces Ibères mâtinés de Goths et d'Arabes et nous qui sommes des Latins et des Nordiques à la fois, le cheminement des uns aux autres est facile.

Que la société révolutionnaire rejoigne le Christianisme le plus pur, l'Art Royal le plus noble : Exaltation et magnificence de la personnalité humaine, grâce à l'asservissement des choses et à la domestication des forces naturelles. Nous pourrions reprendre en cette société fraternelle et dans toute sa beauté le mot ésotérique de Saint Paul sur le chemin de Damas : « Ce n'est plus moi qui vis, c'est Dieu qui vit en moi », car jamais nous n'aurons eu autant de possibilités de réaliser en nous le spirituel et le divin : En Catalogne, la nouvelle école unifiée reçoit déjà 54.758 enfants au lieu des 34.000 avant l'insurrection fasciste. Adelante ! Luz ! (6).

Voilà jusqu'où nous conduit, je ne crains pas de l'affirmer, la Révolution qui monte, la Révolution qui vient, la Révolution qui frappe à nos portes... Aujourd'hui, c'est encore l'invitation ; demain, craignez-le, âmes pusillanimes, crustacés intellectuels aux idées mortes, ce sera peut-être la « bousculade »...

(6) En avant ! Vers la lumière !

Gabriel GOBRON.

## APPENDICE

### LE F. C. MÉTROPOLITAIN DE BARCELONE

Le 22 juillet, trois jours après le soulèvement fasciste à Barcelone, le Comité Ouvrier Révolutionnaire, formé antérieurement aux événements, s'empara des édifices, du matériel roulant et des centres de distribution électrique du F.C. Métropolitain, et organisa un service de vigilance pour éviter que dans ces moments de fièvre révolutionnaire quelques exaltés inconscients n'essaient d'inutiliser les rectificateurs de courant, câbles de transmission, ou voitures garées. Le 24, à 6 heures du matin, le service interrompu les 19, 20, 21, 22 et 23 juillet, fut rétabli. Trois heures suffirent pour qu'en une période aiguë de révolution et après cinq jours d'arrêt, le service du Métro soit normalisé. Comment cela s'était-il produit ? Simplement grâce à l'effort surhumain des travailleurs du Syndicat Unique des Transports de la branche affiliée à la C.N.T., auxquels l'on avait donné la mission de réorganiser ce service. La première mesure adoptée, en accord avec le délégué de la Généralité qui avait assisté à l'« incautación », fut celle du renvoi immédiat du personnel contre-révolutionnaire, soit 56 individus. Le total des appointements fixés qu'ils touchaient, sans compter les assesseurs et les avocats qui percevaient des honoraires, était de 30.000 pesetas par mois.

Quelques faits éloquentes : Subvention mensuelle au Syndicat Libre « Justice et Progrès » : 18 pesetas. Souscription mensuelle au « Mérite espagnol » : 10 pesetas. A l'Asile de Saint-Raphaël (unique assignation mensuelle que l'entreprise tenait comme bienfaisance) : 25 centimes!!... Au Livre d'Or du Parti Radical pour annonces : 1.053 pesetas. A la « Maison Dorée », pour un repas : 2.000 pesetas. Pour trente-trois armes et munitions pour les briseurs de la grève du transport de 1933 : 4.000 pesetas. Gratifications spéciales et nourriture de ces derniers durant le conflit : 61.654,90 pesetas. Ce sont là quelques faits du passé qui se passent de commentaires.

Lorsque le Comité débuta, ses membres exerçaient le matin les fonctions propres de leur délégation. L'après-midi ils se réunissaient en session permanente et étudiaient les problèmes qui s'étaient présentés à chacun dans le cours de la journée. Cela continue ainsi; avec un Comité plus réduit, mais dont tous les composants sont animés des idées de la Confédération Nationale du Travail, il résulte que les sessions laborieuses servent toujours les finalités que nous poursuivons. Pour supprimer les déficiences qui existaient sous la vieille direction, les ouvriers ont employé le procédé le plus rationnel : celui d'augmenter le personnel. Ils devaient non seulement perfectionner des services abandonnés, mais implanter la journée de 7 heures. Actuellement cela a été modifié. Il y a 40 nouveaux employés et, en tout, le personnel du Métro atteint le chiffre de 413. Les salaires ont été augmentés de 15 %. Cela, ajouté aux salaires des nouveaux, constitue une augmentation considérable de dépenses. Cependant, il y a des compensations dans les économies réalisées par l'annulation de charges et prébendes et par l'intensification effective du trafic. Les salaires du personnel de la traction, ateliers et bureaux, en juillet dernier, atteignaient 125.846,51 pesetas. Aujourd'hui, 144.979,15 pesetas.

Il n'y a pas eu de discipline à imposer. Au contraire d'autrefois, l'on a évité radicalement les chefs et les inspecteurs et avec eux l'autoritarisme de caserne. Il a suffi aux travailleurs de réfléchir sur le fait qu'il s'agit d'un service public et que les oublis et négligences représentent de graves accidents de circulation qui seraient au préjudice du matériel, outre qu'ils produiraient un effet moral désastreux sur les voyageurs. A 4 h. 10 du matin, le service est ouvert et personne ne manque à son poste. D'autre part, l'on a eu un intérêt spécial à donner à tous les camarades le maximum de tolérance et à écouter leurs réclamations quelles qu'elles soient. Il y a à l'étude plusieurs projets pour l'amélioration du service. L'on revise déjà le contrôle des billets dans les stations afin d'éviter des vexations aux voyageurs. L'on modifie aussi l'éclairage des stations pour une meilleure esthétique et pour l'économie de courant ; à la Machinerie Terrestre et Maritime, l'on est en train

de construire quatre voitures motrices modernes, qui sont supérieures à toutes celles qui existaient, aussi bien pour la vitesse que pour le confort. Les ouvriers se sont occupés de la liaison ferroviaire avec les Comités du Nord et M.Z.A., afin de réaliser ce projet. Dans un bref délai, cette réalisation pourrait procurer du travail à 5.000 hommes.

L'on est en train d'aménager pour le personnel une Maison de Repos dans une villa spacieuse qui était la propriété de l'ex-gérant de la Compagnie. Et dans l'édifice des entrepôts l'on prépare la vaste installation d'une bibliothèque publique. A cette fin (achat de livres, etc.), le Comité assigne 500 pesetas par mois. Des ouvrages considérables comme l'Encyclopédie España intégrale, ont déjà été acquis. Comme annexe à la bibliothèque sera installée une vaste salle de conférences où seront donnés des cours d'ordre professionnel et culturel. Il est aussi prévu l'installation d'un gymnase, de douches et d'un solarium. Comme conséquence d'une assemblée qui eut lieu le 6 novembre, l'on a adopté à l'unanimité la journée de 9 heures pour collaborer à l'œuvre commune d'intensification de la production et de la guerre. La surveillance nocturne reste dans les stations et les portes d'accès pour défendre la population civile en cas de bombardement aérien. Et vingt-huit camarades femmes ont constitué un atelier pour la confection de « sweaters ». De plus, les ouvriers du Métro ont adopté vingt-cinq enfants réfugiés de Madrid. Tous sont logés dans la villa-Maison de Retraite, où cinq femmes s'occupent d'eux. Tel est l'état actuel de cette partie de l'industrie barcelonaise sous l'orientation des travailleurs de la Confédération Nationale du Travail.

(« Solidaridad Obrera »).